

DEBAT SUR L'AVENIR DE LA POLITIQUE DE COHESION APRES 2020

Le 1^{er} février 2018 à Bruxelles

Organisé par la commission du Développement régional (REGI) au Parlement européen

Suivi par Marion Chauveau

PREMIER PANEL : LA PERSPECTIVE INSTITUTIONNELLE

Nicola de Michelis, Chef de cabinet de la Commissaire Corina Cretu

Nous sommes dans la phase finale de préparation de la proposition CE pour le prochain CFP. C'est une période très risquée où toutes les décisions clés sont prises et où beaucoup de choses peuvent survenir en quelques semaines.

Réflexion en cours à la CE : quelles priorités pour le prochain budget ? Qu'attend-t-on de l'Europe ? Objectif ultime : l'amélioration de la qualité de vie des citoyens européens, via des services abordables, une transformation économique passant par l'innovation, la lutte contre le changement climatique, etc. Il s'agit de domaines dans lesquels le budget UE fait déjà beaucoup. + nouveaux domaines ont émergé récemment : contrôle des frontières, sécurité, défense.

Comment répondre à ces priorités ? Des programmes comme Horizon 2020 ou Erasmus + fonctionnent très bien. Secteurs plus compliqués : inclusion sociale, innovation ; où il sera impossible d'y arriver sans un dialogue permanent avec les Etats membres et les autorités régionales et locales. Nous avons donc besoin à la fois de la gestion directe et de la gestion partagée. Il faut « seulement » choisir le bon instrument pour répondre à chaque objectif.

Politique de cohésion (PC) : pourquoi en avons-nous besoin ? Cette question est encore sur la table, pas réglée ! Trois façons de l'analyser :

- 1) Le 7^{ème} rapport sur la cohésion montre que les disparités existent toujours et qu'elles ont même augmenté dans certaines zones. Piège du revenu intermédiaire : régions où les coûts de main d'œuvre sont faibles, où il y a peu d'innovation et donc un problème important de compétitivité.
- 2) Une fois les priorités du budget européen déclinées, on se rend compte que la PC répond à nombre d'entre eux (environnement, inclusion, etc.). La façon de répondre à ces objectifs est ce qui importe le plus. Problème d'innovation dans certaines régions : c'est la dimension géographique de la PC.
- 3) Géographie du mécontentement : concentration des difficultés économiques sur certains groupes et dans certains lieux, inégalités, etc.

La PC doit changer :

- 1) Couverture géographique : pas certain que le sujet soit clos ! Il faut continuer à argumenter si nous voulons éviter les divisions entre les Etats membres. Pour lui, la PC devrait concerner la totalité du territoire de l'UE.
- 2) Focus politique : faut-il tout maintenir ? Non, il faut concentrer davantage, sur les priorités les plus pertinentes, créer des chaînes de valeur et davantage de coopération entre régions (exemple de l'Initiative Vanguard).
- 3) Construire la conditionnalité : lien et cohérence avec le Semestre européen = ce débat va rester. Il faut donc mettre sur pied un système qui fasse sens. Le Semestre c'est le pacte de stabilité, les réformes et l'investissement or la PC est une politique d'investissement, les FESI ne peuvent donc pas rester en dehors.
- 4) Faire fonctionner plus rapidement : règlement de base, contrôles et audits, différenciation, rationalisation des règles et procédures, simplification.

Sur les retards de la PC, NdM demande à ce que toutes les politiques de l'UE soient comparées sur le plan de la contractualisation et non des paiements, trop technique.

Concernant les Actions urbaines innovatrices (AUI), il n'y a pas de décision prise sur leur avenir. L'objectif est de renforcer la dimension urbaine de la PC, qui est aujourd'hui trop éclatée.

Liliana Pavlova, Ministre bulgare, Présidence du Conseil de l'UE

La Présidence veut contribuer à ce débat-clé et analyse les différents avis (PE, CE). Il faut maintenant rentrer dans des discussions plus concrètes. La PC est un instrument clé pour la solidarité et l'unité de l'UE et une politique forte d'investissement.

La Présidence est favorable :

- à un lien avec le Semestre ainsi qu'aux conditionnalités. La PC est la politique européenne la plus contrôlée, il faut la faire évoluer vers la performance et les résultats ;
- à la simplification, avec un ensemble unique de règles et plus de cohérence entre les politiques.

Point d'attention : ne pas faire de la PC un instrument qui s'adapte à tous les défis. La PC a des objectifs de long terme.

Rappel dates clés : 12 avril CAG consacré à la cohésion ; 8 juin conférence sur la cohésion, conclusions de la Présidence en la matière et en présence PE, CE.

Michael Schneider (PPE, Sachsen-Anhalt), rapporteur du Comité des Régions

Avis du CdR adopté en mai 2017. La PC est la politique la mieux contrôlée de l'UE, elle a toujours porté ses fruits et est couronnée de succès. Sans la PC ces 15 dernières années, nous serions face à un patchwork de régions en termes de niveaux de développement.

Quelques points du rapport :

- une future PC pour tous ;
- confirmer l'architecture avec les catégories de régions ;
- maintenir le critère PIB, qui est bon, voire ajouter la démographie par exemple ;
- soutenir et renforcer la coopération territoriale ;
- un budget adéquat pour la PC, maintenir une part identique dans le futur budget UE ;
- rejet total de la macroconditionnalité ;
- améliorer le fonctionnement du Semestre européen, monde qui ne communique pas avec celui de la PC. Les RSP devraient tenir compte des spécificités de la PC sur le long terme ;
- respect de l'état de droit et participation à la solidarité : rejet de l'utilisation de la PC comme instrument de contrainte, car il ne s'agit pas d'objectifs propres à la PC ;
- Simplification et rationalisation.

NB : sur le lancement de la task force subsidiarité, M. Schneider déplore qu'il n'y ait pas de représentant du PE.

Joost van Iersel, Comité économique et social européen

Le CESE est favorable à une PC forte car les investissements se font dans les régions et les villes, idem pour la croissance et la création d'emplois. Les principes de responsabilité et de solidarité doivent primer.

La PC est un succès mais les disparités sont de plus en plus grandes entre les régions et entre les pays. Il ne faut pas se complaire dans la situation où nous avons des gagnants et des perdants.

- 1) Il faut prouver que la PC représente une valeur ajoutée exceptionnelle (innovation, transport, énergie...), et la doter d'un cadre politique clair. Il est important d'inclure la société civile dans les débats dans tous ces domaines.
- 2) Polarisation entre espaces ruraux et urbains : elle existe mais ne présente aucune valeur. La coopération doit être le mot d'ordre. Le secteur privé est aujourd'hui bien plus riche que les Etats membres, sans lui, aucun résultat ne peut être atteint, d'où l'importance de l'intégrer.
- 3) Franc défenseur du Semestre européen, dans lequel il faut intégrer la PC.

Kerstin Westphal (S&D, Allemagne), rapporteur du PE sur l'avenir de la PC

La PC n'a pas un avenir garanti. Son rapport fait passer un message clair sur ce que doivent être « Les éléments constitutifs de la PC après 2020 ». Nous faisons face à des défis budgétaires considérables. Les FESI créent des emplois partout, il faut maintenir ce moteur de croissance. La PC est le ciment de l'UE.

- Les bénéficiaires ne demanderont plus de fonds si la PC reste compliquée, il faut donc des règles plus simples et appliquées avec plus de souplesse ;
- La PC doit être en mesure de réagir, à la bonne hauteur, à de nouveaux défis. Pour cela il faut créer une réserve afin de pouvoir reprogrammer certains fonds. Mais cela ne doit pour autant pas remplacer la concentration thématique ;
- Visibilité : dire davantage où les fonds sont utilisés de façon à ce que les citoyens prennent conscience de leur intervention ;
- Une PC pour toutes les régions avec maintien des catégories ;
- Ne pas diviser de façon artificielle villes et campagnes.

Réaction des eurodéputés

- **Lambert van Nistelrooij** (PPE, Pays-Bas) : demande de la cohérence entre toutes les politiques de l'UE (concurrence, social) et ne pas sortir le pilier social de la PC. La réserve devrait être attribuée à ceux qui ont les meilleures performances.
- **Mercedes Bresso** (S&D, Italie) : il faut des politiques ciblées pour les régions à revenus moyens, pour les déserts ruraux, en cohérence avec les objectifs de l'UE. Sur le Semestre, elle souhaite une convergence à double sens, en insérant le Semestre dans une perspective pluriannuelle car pas question d'adapter chaque année la PC.
- **Younous Omarjee** (GUE, Outre-mer) : les nouveaux défis ne font pas partie des traités de l'UE, il ne faut donc pas les traiter (contre une politique de défense, seulement appui aux Etats membres en termes de sécurité et de migration). La PC n'est pas une île, elle n'a pas atteint tous ses résultats car les politiques économiques globales l'affaiblissent. Adosser la PC au Semestre dénaturerait la politique. Faire de la pauvreté une priorité.

DEUXIEME PANEL : PERSPECTIVE DES ASSOCIATIONS EUROPEENNES DE COLLECTIVITES

Anna-Lisa Boni, Secrétaire générale d'Eurocities

- Mieux combiner les fonds : les AG doivent mieux se coordonner.
- Renforcer les AUI au niveau local et plus de budget.
- Position de juin 2017 : gouvernance multiniveau ; approche intégrée ; simplification ; flexibilité ; dimension urbaine et coopération à renforcer.
- La dimension partenariale reste à la discrétion des Etats membres et des régions.
- Simplification : aides d'Etat (travail DG REGIO/COMP en cours) ; audits et contrôles (manque de confiance) ; notes interprétatives, réglementation secondaire et lignes directrices complexifient trop le système, il faut les éliminer.

- Réformes structurelles : la PC ne peut pas être l'outil. Rappel : le lien existe déjà ! Il faut que cela ait du sens, pas comme ce qui est proposé dans le paquet UEM. La définition des réformes structurelles n'est pas claire. Néanmoins, les villes peuvent prendre leur part de responsabilités.
- Dialogue avec les citoyens au niveau local. Responsabiliser les communautés locales pour favoriser l'appropriation de la politique.
- Les régions urbaines fonctionnelles sont la réponse à la question urbain/rural.
- S3 : manque de coopération des régions avec les villes sur ces stratégies pour cibler les secteurs clés (pas en résonance avec les villes intelligentes).

Frédéric Vallier, Secrétaire général du CCRE

- Il faut pleinement mettre en œuvre le principe de partenariat et davantage impliquer le niveau local.
- Renforcer la dimension territoriale, urbaine et rurale de la PC, en accordant davantage d'attention aux besoins spécifiques de chaque zone.
- Les régions doivent favoriser le partenariat urbain-rural.
- Règles uniques pour tous les fonds.

Eleni Marianou, Secrétaire générale de la CRPM

La PC subira des coupes après 2020. Elle inclura probablement le FSE. Le lien avec le Semestre sera présent et renforcé. Les CEA et la macroconditionnalité seront conservées. Il y aura des mécanismes incitatifs pour lier PC et réformes, ainsi que des instruments en dehors de la PC sur les réformes. Toutes les décisions ne sont pas prises.

Les priorités actuelles ne sont pas démodées ! Elles ont donné des résultats, des écarts de développement ont été comblés. Ces priorités traditionnelles sont fondamentales pour l'avenir !

Le lien avec le Semestre existe déjà dans la période actuelle, la question est : comment le modéliser de façon à ce qu'il n'emporte pas la raison d'être de la PC ? Comment la PC peut-elle contribuer aux activités du Semestre ? La CRPM travaille sur ce thème et fera des propositions.

Nous n'avons pas de stratégie UE2030, il faut donc réfléchir et faire des propositions pour définir des objectifs au niveau européen pour la PC.

La CRPM propose d'organiser une réunion avec les eurodéputés après la publication du CFP avec trois régions (Nouvelle-Aquitaine, Toscane et Mecklembourg-Poméranie) pour montrer les résultats concrets de la PC pour les bénéficiaires et sur le terrain.

Il faut parler aux ennemis de la PC pour les convaincre de sa valeur ajoutée, au niveau national en particulier.

Les synergies sont très difficiles à mettre en place entre les fonds car les règles sont trop différentes (exemple de l'innovation dans le FEDER et dans H2020).

Mathieu Mori, Secrétaire général de l'ARE

- Il n'y a pas de politique d'investissement plus importante que la PC.
- Il faut une PC pour toutes les régions.
- Après 2020 : simplifier les procédures ; harmoniser les règles FESI ; davantage de proportionnalité dans les audits ; réduire le nombre de fonds ; mieux intégrer les opérations ; plus de flexibilité pour des solutions sur mesure et s'adapter aux imprévus.
- Conserver le FSE dans la PC.
- D'accord pour discuter de conditionnalités intelligentes.

- Mieux communiquer sur les résultats de la PC.

CONCLUSION

Marc Joulaud (PPE, Ouest), eurodéputé rapporteur sur le 7^{ème} rapport cohésion

- La PC doit prévenir le décrochage des territoires fragilisés.
- Une PC ambitieuse pour toutes les régions.
- Dimension territoriale et infra-territoriale : solutions sur mesure. Toutes les régions ont besoin de la PC mais pas de la même manière.
- Principe de subsidiarité à renforcer.
- Défense des approches intégrées : la dimension territoriale du FSE nécessite son maintien dans la PC.